

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 22/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAPNOR

ZAE - Chemin du Bac des Aubins
BP 10
95820 Bruyères-Sur-Oise

Références : UD95 – 2026 - 255
Code AIOT : 0006505558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2026 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de réaliser un récolement de l'installation suite aux travaux d'extension et de remodelage (2025).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique destinée à la

réception et l'envoi des produits vendus dans les magasins. La société est autorisée depuis juillet 1996. Son dernier arrêté préfectoral a été signé le 21/02/2017, suite à l'ajout d'un translockeur (HRL1). Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, suite à l'agrandissement du site, sera prochainement proposé.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conformité au dossier - Merlon	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rideaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7.2.1, alinéa 1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Aires de mise en station	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3, annexe II	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2, annexe II	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Conformité au dossier (PAC) - Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Conformité au dossier (PAC) - Portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22, annexe II	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11, annexe II	Demande d'action corrective	1 mois
12	Conformité au dossier (PAC) - Plans	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Étiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2018, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
14	Déchets	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.7.2 et 1.3, annexe II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au dossier (PAC) – Bâtiments	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1, annexe II	Sans objet
2	Conformité au dossier – Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4, annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant
4	Conformité au dossier (PAC) – Positionnement des stockages	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1, annexe II	Sans objet
10	Besoin en eau incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13, alinéas 4 et 5, annexe II	Sans objet
15	Porter-à-connaissance : Panneaux photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

Compte tenu de certains enjeux liés au risque d'incendie, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter plusieurs dispositions réglementaires relatives à :

- les aires de mise en station des engins de secours ;
- les caractéristiques de la voie engins ;
- l'état et l'entretien des portes coupe-feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier (PAC) – Bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1, annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiments

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

Plan présentant les modifications apportées au PAC de 2023, extrait du PAC de 2025 :

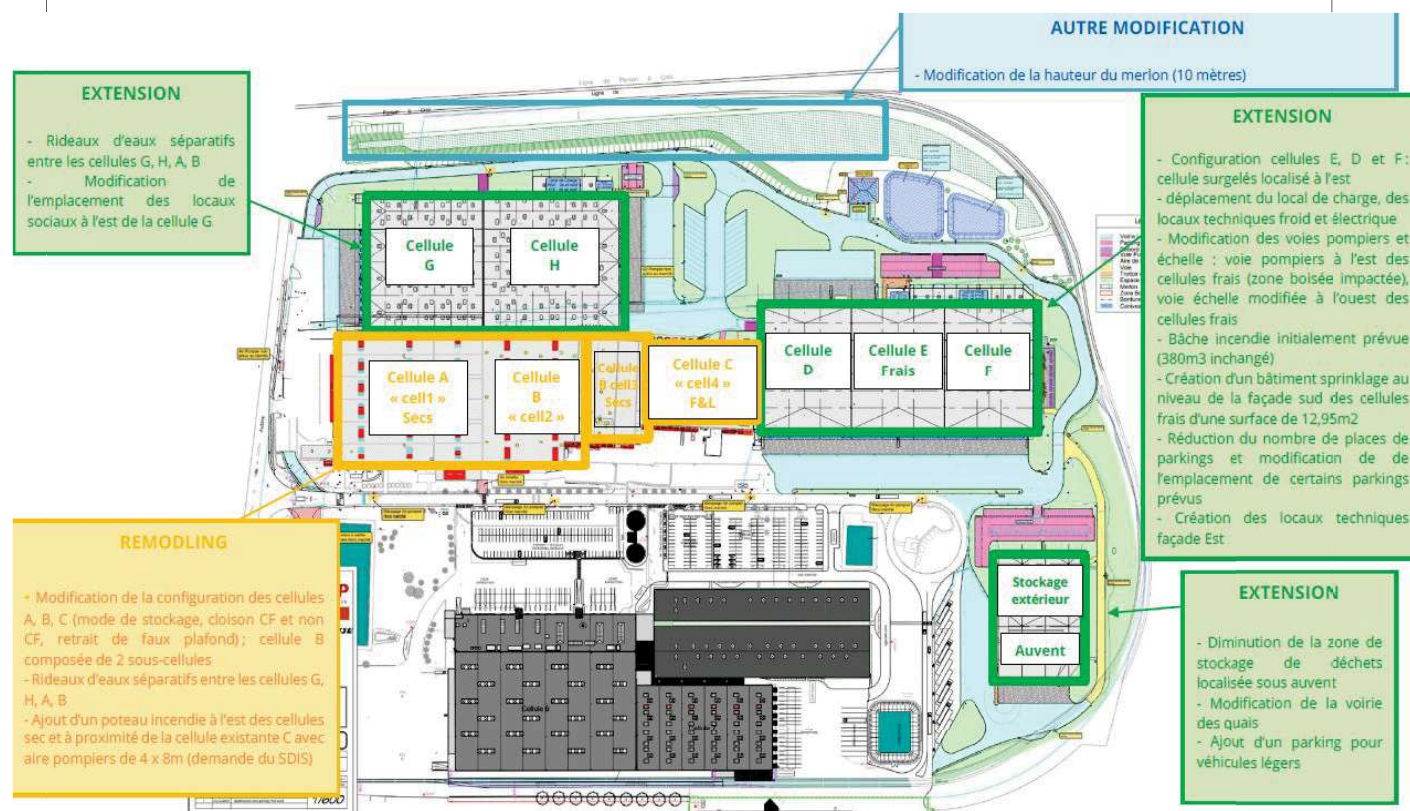


Figure 7 : Plan présentant les modifications au projet présenté sur le porter à connaissance de mars 2023

Constats :

Lors du tour du site, l'Inspection a constaté que l'ensemble des bâtiments relatifs à l'extension et au remodelage ont été construits aux emplacements prévus dans le dossier de porter-à-connaissance.

Ce point est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité au dossier – Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]
Constats : Lors du contrôle documentaire, l'exploitant a présenté quelques documents justificatifs concernant les dispositions constructives des bâtiments relatifs à l'extension et au remodelage. En date du 24/04/2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection des Installations Classées tous les dossiers des ouvrages exécutés (DOE). Ce point de contrôle est conforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Conformité au dossier - Merlon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Merlon
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments dus dossier est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant indique que la hauteur du merlon est de 10 mètres (chapitre 6 - présentation de la situation projetée). L'Inspection a noté quelques incohérences sur les hauteurs, certains schémas indiquant une hauteur de 7-8 mètres. Lors du tour du site, l'Inspection a constaté que la hauteur du merlon semble atteindre une hauteur bien supérieure à 10 mètres. Interrogé par l'Inspection sur l'origine de ces terres, l'exploitant a confirmé avoir stocké sur ce merlon les terres excavées du site. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications qu'il a apportées sur la hauteur du merlon. L'exploitant devra justifier la hauteur de ce merlon. Par ailleurs, l'Inspection a constaté que sur le merlon poussent des espèces exotiques envahissantes, notamment la renouée du Japon. L'arrivée de ces espèces indésirables que l'on retrouve sur quelques autres aménagements récents du site a pu être causée par les travaux, au cours desquels l'exploitant s'était engagé à tout mettre en œuvre pour éviter l'entrée de ces espèces végétales (Eviter de la séquence ERC). Une prochaine inspection en lien avec la biodiversité ciblera notamment cette thématique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conformité au dossier (PAC) – Positionnement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.1, annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Positionnement des stockages

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.

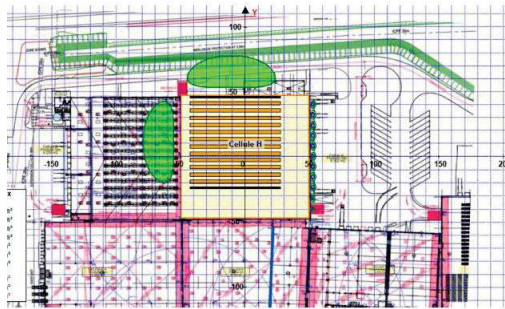


Figure 23 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule H

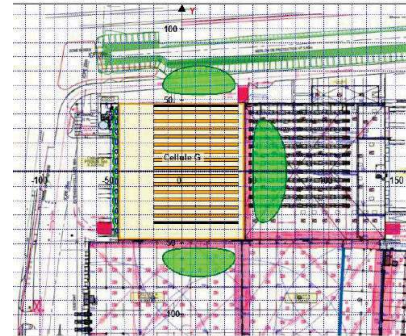


Figure 24 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule G

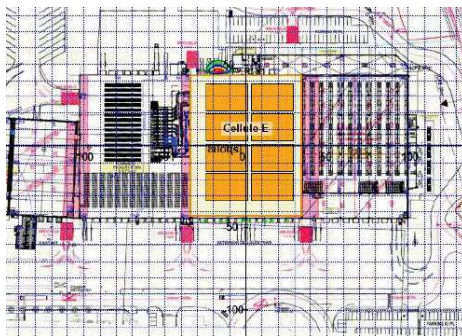


Figure 25 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule E

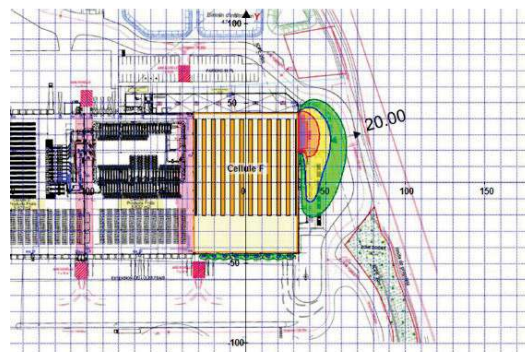


Figure 26 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule F

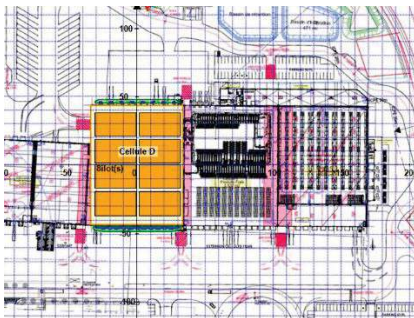


Figure 27 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule D

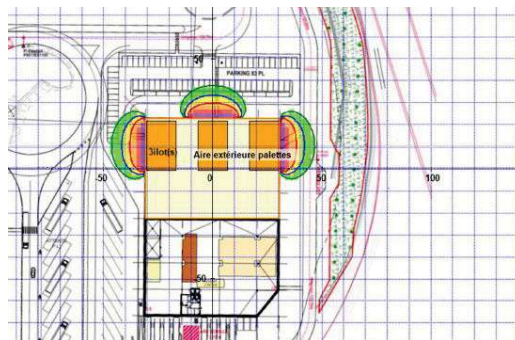


Figure 28 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie de l'aire de stockage extérieure de palettes et d'emballages

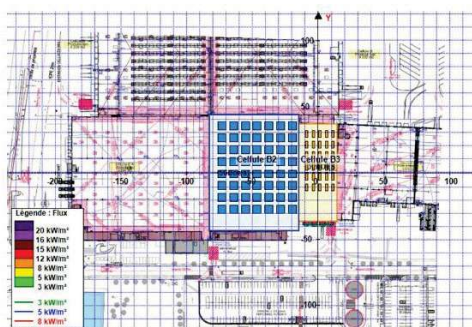


Figure 30 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule B

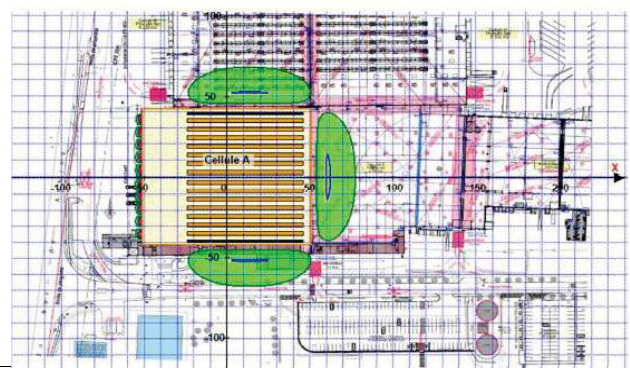


Figure 31 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule A

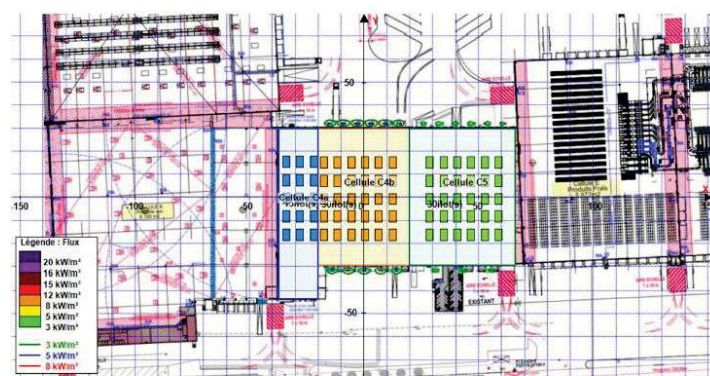


Figure 31 : Cartographie flux thermiques générés en cas d'incendie dans la cellule C

Constats :

L'exploitant a expliqué que les emplacements des stockages au sein de bâtiments sont cohérents avec les données du porter-à-connaissance.

Lors du tour du site, l'ensemble des cellules ont été visitées, et les positionnements constatés correspondent aux données fournies. Ces stockages conditionnent les flux thermiques étudiés. Un point relatif aux rideaux d'eau est évoqué au point suivant.

Ce point est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rideaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 7.2.1, alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, Rideau d'eau

Prescription contrôlée :

Les bâtiments et les locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie et notamment la propagation d'un incendie d'une cellule aux cellules voisines.

Porter-connaissance - Localisation des rideaux d'eau



Pas de changement par rapport au projet initial prévu au niveau des cellules G, H, A et B

Légende :

○ cuve alimentant le rideau d'eau

Constats :

Lors de son étude liée à la propagation des incendies, et suite aux avis du SDIS, l'exploitant a proposé de mettre en place des rideaux d'eau au niveau des murs séparatifs des cellules A, B, G et H. L'inspection a pu constater en extérieur la cuve alimentant ce dispositif en partie nord-ouest de la cellule G.

L'Inspection a constaté que l'unique alimentation entre la cuve et les rideaux traverse la cellule G au niveau du plafond. De plus, ce système de tuyaux n'est pas protégé par une gaine. Le système d'alimentation de l'eau n'étant pas protégé des effets thermiques, un incendie rendrait alors inefficace le système des rideaux d'eau, et la propagation d'un incendie vers les cellules voisines ne pourrait pas être empêchée.

Lors de l'Inspection, il n'a pas été possible de monter en toiture pour visualiser le fonctionnement des rideaux d'eau. L'exploitant n'a pas été en capacité d'expliquer le fonctionnement des systèmes de déclenchement de ces rideaux d'eau. Il n'a pas pu expliquer non plus la formation des agents pour déclencher ces rideaux d'eau.

Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 7.2.1, alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017, l'aménagement des bâtiments ne permet pas de s'opposer à la propagation d'un incendie, et notamment d'une cellule aux cellules voisines.

L'exploitant devra proposer une autre solution d'aménagement pour empêcher en toute circonstance la propagation d'un incendie d'une cellule à une autre.

L'exploitant apportera des éléments de justification de son choix et le cas échéant un devis signé. L'exploitant devra également justifier du fonctionnement du rideau d'eau en cas de nécessité ainsi que de la formation aux agents.

Enfin, l'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre des photos prises du toit des équipements relatifs aux rideaux d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aires de mise en station

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3, annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Aires de mise en station // conformité au dossier

Prescription contrôlée :

Article 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :

- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;
- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ;

Article 3.3.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ;

Article 1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017 :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Lors du tour de site, l'Inspection, accompagnée du SDIS, a passé en revue chacune des aires de mise en station des moyens aériens pour les pompiers.

Avec les pompiers, certaines préconisations ont été discutées directement sur site, pour appréhender les besoins et les modalités d'intervention des pompiers. Aussi, certaines aires ont été placées dans l'autre sens que celui indiqué sur le plan.

- L'emplacement de l'aire à l'est du local sprinklage se situe sur du gravier, rendant difficile un marquage au sol
- Une aire a été ajoutée au nord-est de la cellule C et celle au nord-est doit être positionnée dans l'autre sens.

Suite à l'Inspection, l'exploitant a transmis des éléments le 23/04/2026 :

L'Inspection a constaté que de nombreux points sont similaires aux constats réalisés le jour de l'inspection ;

- une proposition de plan SSI mis à jour. Les aires et les poteaux incendie y figurent. Comme indiqué dans le point de contrôle n°12, les propositions définitives sont à soumettre aux pompiers.

Non-conformité n°5 : Contrairement aux articles 3.3 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et 1.3 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017, l'exploitant ne respecte pas les dispositions relatives aux aires de mise en station des moyens aériens pour les pompiers, et les emplacements ne sont pas conformes au plan fourni dans le dossier de l'exploitant.

L'exploitant devra s'assurer que les aires de mise en station soient convenablement aménagées suite aux recommandations des pompiers le jour de l'inspection. L'ensemble du site est concerné par ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.2, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins
Prescription contrôlée : <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente - inférieure à 15 % ;- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;- aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p>
Constats : <p>Comme évoqué dans le point précédent, certaines aires de mises en station ne sont pas conformément implantées. L'Inspection et le SDIS ont constaté que ces aires rognent alors sur la voie engins, rendant impossible le respect des caractéristiques de celle-ci, et notamment ses dimensions (largeur).</p> <p>Par exemple, au nord-est du site, l'Inspection a constaté qu'une circulation sur la périphérie du bâtiment est impossible pour les engins de pompiers, au vu de l'emplacement sur la voie d'une aire de mise en station. Les mêmes constats sont faits à proximité des bassins au nord-est du site et à l'est de la cellule F.</p>

Ce point constitue une non-conformité.

Non-conformité n°6 : Contrairement à l'article 3.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, les caractéristiques de la voie engins ne sont pas respectées.

L'exploitant devra s'assurer du respect des dimensions de la voie engins.

Si le respect de cette prescription ne peut être rendue possible, il revient à l'exploitant de soumettre une demande d'aménagement à cet article, qui sera alors soumise à l'avis du SDIS. Dans ce cas, l'exploitant expliquera les mesures conservatoires mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Conformité au dossier (PAC) - Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. ----- (voir plan du point de contrôle n°7)
Constats : Lors du tour de site, l'Inspection, accompagnée du SDIS, a passé en revue chacun des poteaux incendie, au regard des aires associées. L'Inspection a constaté qu'un des poteaux incendie, figurant à l'extrémité ouest du site est absent. D'autres poteaux incendie ne sont pas installés conformément au plan. Ce point constitue une non-conformité. Non-conformité n°7 : Contrairement à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017, les poteaux incendie ne sont pas implantés conformément au dossier. L'exploitant devra s'assurer que tous les poteaux incendie déclarés sont implantés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Conformité au dossier (PAC) - Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu , colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. [...]
Constats : Lors du tour du site, par sondage, l'Inspection a testé certaines portes coupe-feu et a constaté des anomalies : - Dans le local de charge de l'auvent, il y a une porte coupe-feu deux heures. L'Inspection a constaté la présence d'une cale, ainsi que l'absence de liaison électrique, démontrant que la porte coupe-feu n'est pas fonctionnelle. - Entre les cellules D et E, il y a un convoyeur qui permet de faire circuler à travers un mur coupe-feu des denrées alimentaires sur un tapis. Un système de déclenchement permet d'isoler le mur traversé en cas de détection incendie. Or, sous le tapis, à l'endroit où la bascule automatique devrait se produire, l'Inspection a constaté un monticule de denrées alimentaires, tombées du tapis, ce qui empêcherait dès lors, son bon fonctionnement. - Entre les cellules E et F, l'Inspection a constaté un dysfonctionnement de la porte coupe-feu deux heures. Ce point constitue une non-conformité. Non-conformité n°8 : Contrairement aux article 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. L'exploitant devra s'assurer que toutes ses portes coupes-feu et clapets coupe-feu soient en bon état de marche, et en assurer la maintenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Besoin en eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13, alinéas 4 et 5, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 [...], tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. ----- PORTER-A-CONNAISSANCE : Conformément à la règle D9, pour assurer une lutte efficace contre l'incendie et optimiser l'intervention des moyens de secours extérieurs, il est nécessaire de pouvoir fournir au niveau des nouvelles cellules de stockage un minimum de 420 m³/h pendant 2 heures et au niveau des cellules modifiées du bâtiment 1 au minimum 600 m³/h pendant 2 heures. Le besoin en eau d'extinction pour le site existant a été évalué à 660 m ³ /h, soit un débit supérieur à celui nécessaire pour le projet. Dans le cadre du projet, il a été ajouté 10 poteaux incendie supplémentaires et une bache d'eau de 380 m ³ au nord des cellules D, E et F. Constats : Lors de la visite, la réalisation des derniers travaux relatifs à la bache d'eau ont été constatés. Quant aux poteaux d'aspiration de la bache d'eau incendie, ils étaient en cours d'installation. En date du 24/04/2026, l'exploitant a transmis le procès verbal de réception pour une citerne souple (bache d'eau) réalisée par l'entreprise DeKoninck TP le 23/04/2026. Ce PV comprend le PV de la réserve de 380 m ³ et les trois PV des trois dispositifs d'aspiration (soit 1 par tranche de 120 m ³). Lors de l'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. En date du 24/04/2026, l'exploitant a fourni à l'Inspection le procès verbal des tests de mise en service effectués par Veolia sur les 10 poteaux incendie de diamètre 150 le 05/01/2026. Tous les essais de débits à 120 m ³ /h et le débit de l'hydrant n°7 à 60 m ³ /h sont conformes. Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11, annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux
Prescription contrôlée : [...] Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. ----- <u>PORTER-A-CONNAISSANCE :</u> Le volume d'eau d'extinction incendie à confiner selon la D9A sera de 3 672 m ³ . La rétention des eaux d'extinction incendie sera réalisée pour une capacité de rétention (bassin de rétention de 3 060 m ³ , réseaux et quais avec hauteur d'eau inférieure à 20 centimètres) globale minimale de 3 672 m ³ . Le dispositif de rétention sera muni en sortie d'une vanne d'obturation pour confiner les eaux d'extinction sur le site. Ce dispositif sera maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande contrôlé depuis le poste de garde. Le dispositif sera asservi à la détection incendie.
Constats : L'exploitant a expliqué lors de la visite du site le fonctionnement de son système de rétention des eaux incendie. L'Inspection a constaté la mise en place des deux bassins de rétention et d'infiltration ainsi que l'implantation de la vanne d'obturation. En revanche, celle-ci n'est signalée ni sur le terrain ni sur le plan. L'exploitant n'a pas été en capacité ni d'indiquer exactement son fonctionnement manuel ni l'existence d'une consigne affichée. Non-conformité n°9 : Contrairement à l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant n'a pas signalé le dispositif d'obturation sur site (vanne), n'a pas vérifié son bon fonctionnement en mode manuel, et n'a pas indiqué par une consigne son fonctionnement (mode manuel). La bonne utilisation de la vanne de sectionnement fera l'objet d'un point de contrôle lors d'une prochaine inspection. Observation : Un autre dispositif de confinement des eaux a été constaté sur la partie ancienne,

en limite du site à l'ouest des bureaux. Aucun signallement, ni aucune indication sur le dispositif n'y sont indiqués. L'exploitant devra s'assurer du bon fonctionnement et du signallement de l'ensemble des dispositifs de sectionnement/d'obturation/de rétention présents sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Conformité au dossier (PAC) - Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : <u>Article 1.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017 :</u> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. ----- <u>Article 3.5, annexe II de l'Arrêté Ministériel :</u> L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. Ces documents sont annexés au PDI.
Constats : Au regard des constats précédents relatifs à la conformité du dossier, l'Inspection a constaté que les implantations ne sont pas conformes aux plans. L'Inspection a constaté en faisant le tour du site, que des murs floqués (cellule B par exemple) ne sont pas indiqués sur le plan de masse SSI. Suite à l'Inspection et aux échanges avec l'exploitant, ce dernier doit apporter des modifications, se questionner sur le fonctionnement de ses rideaux d'eau. Les plans ne sont donc pas à jour. Ce point constitue une non-conformité. Non-conformité n°10 : Contrairement à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 21/02/2017, l'installation n'est pas conforme au plan fourni. L'exploitant devra s'assurer que ces plans soient mis à jour sur l'ensemble de son site, et non pas seulement sur les parties extension/remodelage. Le plan SSI (aires de mise en stations/poteaux/voie engins...), comme évoqué dans les points de contrôle précédents, sera soumis à approbation du SDIS. Remarque : Comme le stipule l'article 3.5 de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017, certains plans seront à fournir dans le PDI, à mettre à disposition des pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Étiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2018, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes
Prescription contrôlée : <u>Règles générales :</u> 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : Lors du tour du site, l'Inspection a constaté dehors un grand contenant de produits chimiques de type IBC dont l'étiquetage a quasiment disparu. Celui-ci est rempli au trois-quart et la mention « danger pour l'environnement aquatique » est encore visible. L'exploitant n'a pas été en capacité d'expliquer ni l'origine de ce contenant ni de son contenu. Non-conformité n°11 : Contrairement à l'article 17 du Règlement européen du 31/12/2018, l'exploitant possède une substance dangereuse contenue dans un emballage sans être revêtu d'une étiquette.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 1.7.2 et 1.3, annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée : Article 1.7.2, alinéa 1 - Envois de déchets : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...] ----- Article 1.3 - Intégration dans le paysage : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. [...]
Constats : Lors du tour du site, beaucoup de déchets liés à des phénomènes d'envois ont été constatés au sol, en particulier des déchets plastiques. Non-conformité n°12 : Contrairement aux articles 1.3 et 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant ne maintient pas son site propre, et ne stocke pas ses déchets et résidus produits dans les conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant devra s'assurer et justifier qu'il maintient un site propre, en évitant les envois de ses déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Porter-à-connaissance - Panneaux photovoltaïques

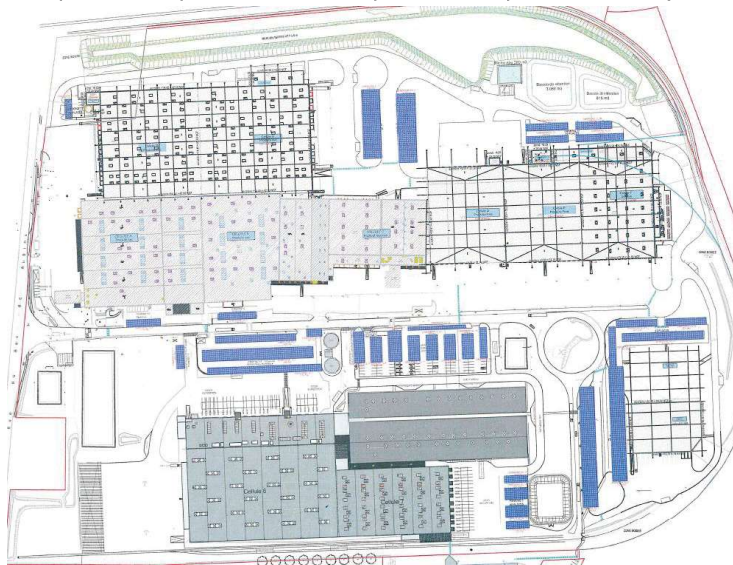
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2017, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Panneaux photovoltaïques

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

PAC - Extrait du plan d'implantation des panneaux photovoltaïques (version 01/2025)



Constats :

Dans le porter-à-connaissance la surface prévue est de 12 075 m². L'exploitant avait envisagé d'implanter les panneaux photovoltaïques sur les parkings. Une étude est en cours et fera l'objet d'un porter-à-connaissance.

A ce jour, aucune étude n'a été portée à la connaissance de l'Inspection.

Lors de l'inspection, l'exploitant a été interrogé sur l'état d'avancement de cette étude. Il a indiqué que les panneaux seront implantés conformément au plan indiqué dans le porter-à-connaissance.

L'exploitant s'est engagé à informer l'Inspection de toute modification ou lancement des travaux. L'Inspection rappelle que l'installation de ces panneaux devra respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :

« Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »

Type de suites proposées : Sans suite